

Fditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

D'ici 2030, les Nations Unies entendent atteindre 17 objectifs de développement durable ambitieux, afin de transformer fondamentalement notre style de vie, tant au Nord qu'au Sud. Le Nord industrialisé doit absolument adopter un mode de développement durable, car notre modèle est la cause de la pauvreté et du changement climatique.

De quelle durabilité est-il donc question ? Les définitions habituelles parlent de durabilité économique, écologique et sociale, mais omettent une quatrième dimension, non moins importante, celle de la spiritualité. Or, elle est la clé d'un changement en profondeur.

Aujourd'hui, le court terme domine le monde politique et économique. A l'opposé, le mouvement de transition porté par des initiatives écologiques et sociales veut transformer durablement la société en commençant par le bas. A son origine, il y a des personnes qui se savent dépendantes de la nature et de leurs semblables. Et qui prennent leurs responsabilités envers les générations à venir.



Matthias Dörnenburg, directeur ad interim d'Action de Carême

CONTENU

COLOMBIE « La transition doit

aussi s'attaquer aux causes de la violence »

MULTINATIONALES Coup d'envoi du débat politique

Page 8

S'ENGAGER AVEC NOUS « Nous devons créer le monde que nous voulons »

Une publication de Pain pour le prochain et Action de Carême, 2016 Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Patricio Frei (frp), Florence
Frossard (ff), Daniel Tillmanns (dt) Mise en page et réalisation : Crafft Kommunikation, Zurich <u>Travail sur les photos</u> : Schellenberg. Pfäffikon (ZH)

Impression : Imprimeries Kyburz, Dielsdorf

Tirages: 40 200 allemand/ 6150 français Paraît: quatre fois par an Prix: CHF 5.– par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement Contact: Pain pour le prochain, ppp@bfa-ppp.ch, 021 6147717 Action de Carême, actiondecarem @fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Laudato si' et la transition



L'appel du pape au changement

Dans son encyclique Laudato si', le pape François aborde la nécessité d'un changement de cap. Il propose des pistes précieuses dont *Action de Carême* n'est pas la seule à pouvoir s'inspirer.

« Quel genre de monde voulons-nous laisser aux enfants qui grandissent ? » Cette question que le pape François pose dans son encyclique Laudato si' s'inscrit dans un contexte marqué par une multitude de problèmes sociaux et écologiques rendant le changement de cap indispensable. Le pape appelle de ses voeux ce changement et nous fournit des éléments très utiles pour y parvenir. Nous devons « prendre une douloureuse conscience » de ce que subit cette « maison commune » – le terme par lequel l'encyclique désigne la Terre – du fait de la pollution, de la destruction ou du changement climatique, afin de nous mettre en chemin. Intimement liées, la question de l'environnement et celle de la justice sociale appellent des solutions globales.

Nouveau rapport à la Création Frappant en premier lieu les pauvres, la pollution due à l'ex-

ploitation des mines, les sécheresses ou la hausse du niveau des mers accroissent les inégalités. Compte tenu de l'injustice, de l'exclusion et du mépris des droits fondamentaux, la question de la justice se concrétise en « un appel à la solidarité et à une option préférentielle pour les plus pauvres ». Répondant à cet appel, Action de Carême accompagne des personnes au Sud afin de protéger les bases de leur existence et de défendre leurs droits, à

l'instar des familles colombiennes dont les moyens de subsistance sont menacés par le projet de mine de La Colosa.

Nous sommes tous appelés à apporter notre pierre. La transformation doit avoir lieu non seulement au Sud, mais aussi dans l'hémisphère nord opulent. Sur le plan politique, le chantier est vaste : il faut penser sur le long terme, faire preuve de détermination, faire primer l'intérêt général sur l'intérêt privé et adopter les mesures politiques et économiques qui s'imposent.

Ce changement de mentalité interpelle aussi les individus et les groupes, car il nous faut une nouvelle culture fondée sur la « conscience d'une origine commune, d'une appartenance mutuelle et d'un avenir partagé par tous ». Cette conscience se concrétise dans un nouveau style de vie, affranchi de l'« indifférence consumériste » et marqué tant par la sobriété que par un mode de consommation conscient.

Dès lors, la mission d'Action de Carême consiste aussi à défendre la cause des personnes du Sud et à favoriser tant la prise de conscience de notre interdépendance que l'adoption d'un style de vie durable.

La faculté humaine d'évoluer

Laudato Si' est pétri tant de l'urgence de la situation que d'espérance. L'encyclique fait en effet confiance en la faculté humaine d'évoluer, rend hommage aux mouvements écologistes et solidaires, et encourage à la fois la créativité et le dialogue. Il vaut la peine que nous nous laissions gagner par son message. Les enjeux sont cruciaux.

— Susann Schüepp

Colombie 4

Le monde a besoin de nourriture, pas d'or

Un paysan dont les moyens de subsistance sont menacés par un projet minier rend visite à des indigènes qu'une mine a chassés de leurs terres. Il voit qu'il n'est pas seul dans sa situation.

Pedro Alvarez*, 23 ans, est étudiant et paysan. Avec ses parents et ses quatre frères, il vit dans la ferme familiale située à proximité du bourg de Cajamarca, en Colombie. Il ne cache pas sa fierté d'être paysan : « La fertilité et la beauté de la campagne sont notre grande richesse. Ici, on peut jeter une pierre et il en naît une plante. » En tant que paysan, il se sent libre et indépendant, car il produit de quoi vivre. Les personnes ont besoin d'aliments, explique-t-il, et pas d'or, car il y en a suffisamment dans les trésors. C'est l'une des raisons pour lesquelles il s'oppose au projet de mine d'or de La Colosa. Depuis dix ans, la société sud-africaine Anglogold Ashanti prospecte les gisements de la région et prévoit d'y exploiter l'une des plus grandes mines d'or au monde. Pedro Alvarez craint de perdre ses moyens de subsistance si ce projet se concrétise.

S'en convaincre par soi-même

Cet été, Pedro Alvarez s'est joint à une délégation qui, à l'initiative d'Action de Carême, s'est rendue dans le nord de la Colombie, plus précisément dans la région houillère de Guajira, défigurée depuis plus de 30 ans par d'immenses mouvements de terre. Glencore détient un tiers des actions du groupe El Cerrejón qui extrait le charbon.

Le but du voyage était d'échanger avec les victimes des déplacements. Pedro Alvarez a ainsi rendu visite aux indigènes Wayuu. Dans le nouveau village, l'ambiance était morose, et la population accablée par la perte de la terre, de l'eau et de la forêt. Le paysan colombien a été bouleversé par l'ampleur des ravages : « Le sol se dessèche, des milliers de personnes sont chassées de chez elles et des familles paysannes sont privées de leurs moyens de subsistance. » Sans oublier les mensonges proférés pour que les gens soient bien disposés, ni la violence exercée contre les personnes qui défendent leurs droits.

La visite a conforté Pedro Alvarez dans sa conviction qu'il faut se défendre contre la mine d'or : « Une fois que la mine est exploitée, les dégâts sont inévitables. »

La démocratie contre le pouvoir des multinationales

Avec le soutien d'Action de Carême, les habitant-e-s de Cajamarca agissent contre la mine. Le conseil communal, où siège Pedro Alvarez, a décidé de convoquer un référendum. Cette consultation populaire a ceci d'important qu'elle oppose un instrument démocratique au pouvoir accaparé par les multinationales.



« La Terre Mère ne doit pas être pillée » ; Pedro Alvarez (2º depuis la gauche) avec la délégation à Guajira.

Même si le résultat n'est pas encore connu, Pedro Alvarez est convaincu que le « non » l'emportera : « Les habitant-e-s veulent conserver leur espace vital paradisiaque qui regorge d'eau. Il est intolérable que la terre notre mère, qui nous nourrit, nous accueille et nous protège, soit vendue et pillée par cupidité. »

— Doro Winkler

*Nom d'emprunt

Lire et agir

Notre action

En Colombie, Action de Carême sensibilise les familles paysannes à leurs droits et les aide à s'organiser pour qu'elles puissent les défendre ensemble.

Votre soutien

Pour soutenir les indigènes colombiens dans leur lutte pour la terre, faites un don sur le compte 10-15955-7, mention Colombie. Colombie

Journal de bord d'un échange en Afrique du Sud

« Cet été, une délégation colombienne s'est aussi rendue en Afrique du Sud. L'objectif : exprimer les doléances des personnes menacées par la mine auprès du siège de l'entreprise. Membre de la délégation, Jorge Rubiano raconte son voyage.

19 août Mervyn Abrahams, coordinateur d'*Action de Carême*, nous redonne confiance : nous sommes bien accompagnés, la langue ne sera pas un problème.

21 août A Witbank, nous voyons les conséquences des activités minières sur l'environnement, la santé et l'économie. A la fin de la séance, un habitant me dit que la communauté nous accompagnera lors de l'action qui se réalisera au siège d'Anglogold Ashanti. Je suis très content de ce soutien.

22 août L'organisation Bench Marks me convainc de l'importance des recherches et du travail en équipe. Plus tard, nous sommes enthousiasmés par l'intérêt que deux journalistes portent à notre engagement et à la situation en Colombie.

25 août Nous réalisons une manifestation silencieuse devant le siège d'Anglogold à Johannesburg, avec le soutien d'habitant-e-s de Witbank. Nous signalons aux employé-e-s que la mine de La Colosa menace notre environnement.

26 août A Margaret, où les autochtones défendent leurs terres depuis des années contre un projet minier, j'apprends une stratégie qui repose sur d'autres sources de revenus, comme l'écotourisme et l'élevage.

29 août Lors de la visite d'un projet d'Anglogold au nord de Johannesburg, nous nous entretenons avec deux avocats de l'association Lawyers for Human Rights, un partenaire local d'Action de Carême. La rencontre avec des présidents de commune se transforme en assemblée d'une soixantaine de personnes.

Conclusion: ce voyage a été très utile et nous a fourni de précieuses idées pour notre engagement en Colombie. »

Jorge Rubiano, Semillas de Agua, Colombie



« L'eau est plus précieuse que l'or » : manifestation colombienne en Afrique du Sud.



Zones d'intervention d'Action de Carême

Entre parenthèses, les statistiques pour la Suisse – Source : Fischer Weltalmanach 2016 1 141 748 km²

Superficie (CH 41 285)

48,930 millions Population (8,19)

44,1 hab./km² Densité (207,3)

IDH: 97° rang Indicateur du bien-être pour 188 pays (3° rang)

94,7% Alphabétisation (99,6)

1,7 %Mortalité infantile (0,4)

74 ans Espérance de vie (83 ans)

Droits humains pour tous et toutes

En Colombie, les affrontements, la lutte contre la culture de drogues, les expulsions provoquées par les sociétés minières et le manque d'activités économiques menacent l'alimentation des populations rurales, autochtones et afro-colombiennes. Le pays est riche en ressources naturelles. Le gouvernement encourage grands projets d'exploitation de la forêt, de l'eau et des richesses du sous-sol, au détriment de la population locale.

L'Eglise catholique s'engage en faveur de la protection de l'environnement, du renforcement des organisations locales et de la propriété foncière. Grâce à ces activités, elle est devenue une institution largement reconnue et crédible. Si la majorité de la population locale est de confession catholique, il n'en

reste pas moins que des mouvements religieux tels que les pentecôtistes et les témoins de Jehova rencontrent un vif succès depuis quelques années.

Action de Carême œuvre en Colombie depuis les années 1960. Elle met l'accent sur la protection des droits humains et le développement durable. L'un des objectifs est d'améliorer la situation alimentaire des populations, notamment par l'utilisation de méthodes agricoles adéquates. Les populations s'organisent afin d'obtenir un accès à des terres. Elles élaborent des modèles leur permettant de commercialiser leurs produits de manière équitable. La revendication des droits humains est également une priorité. Les populations sont formées en vue de connaître leurs droits et être en mesure de les revendiquer auprès de l'Etat.

« La transition, c'est partir de nos propres ressources »

Depuis plus de 50 ans, le mouvement Sarvodaya, au Sri Lanka, travaille pour une transition économique, politique et spirituelle. Entretien avec son fondateur, A.T. Ariyaratne, aussi appelé le « Gandhi sri lankais ».

Qu'est-ce que la transition pour des pays du Sud ?

La transition signifie d'abord construire à partir des ressources locales. Au Sri Lanka, après l'indépendance, le gouvernement a eu recours à beaucoup d'emprunts pour développer des « méga-projets ». Une économie basée sur l'exportation et sur l'utilisation intensive de capital s'est développée. A mes yeux, la logique doit être inversée. Depuis près de 50 ans, nous promouvons à Sarvodaya une économie basée sur les savoirs et les initiatives locales.

Par quoi passe cette économie locale ?

Par quatre éléments fondamentaux : une vie simple, une économie basée sur l'agriculture, le développement d'une structure politique nouvelle et l'appui à des projets entrepreneuriaux locaux.

Pour promouvoir l'agriculture, nous avons d'abord construit des points d'accès à l'eau et développé les systèmes d'irrigations dans les villages. Nous avons ensuite ouvert des centres de formation, ainsi que la



Ancien enseignant, Ahangamage Tudor Ariyaratne a fondé Sarvodaya Shramadana en 1958. Bouddhiste et adepte de Ghandi, il a allié dans son mouvement les fondements moraux et spirituels du bouddhisme aux principes séculiers du développement. Sarvodaya est la plus grande organisation non gouvernementale du pays.

première ferme agrobiologique du pays. Il s'agit de revaloriser les semences et cultures traditionnelles.

Et qu'en est-il de l'entrepreneuriat social ?

Celui-ci est étroitement lié au développement d'une nouvelle dynamique politique. Au Sri Lanka, il y a 34000 villages: c'est de là qu'il faut construire des unités de gouvernance qui identifient et discutent les projets communs. Sarvodaya est présent aujourd'hui dans 15000 d'entre eux. Dans ces villages il y a des « Deshadoya » ou conseils locaux, constitués d'hommes et de femmes, d'entrepreneurs, de religieux, de jeunes. Ceux-ci reçoivent l'appui des structures nationales, mais discutent et choisissent leurs projets de façon indépendante. Ils organisent des journées de « Shramadana », lors desquelles le village entier se met au travail pour construire une route, un réservoir d'eau ou une école. Lors de ces journées, la solidarité est vécue concrètement et le lien social est renforcé. Ces projets nécessitent du capital. Le système financier n'attribuant pas de prêts aux plus pauvres, il faut également créer des institutions financières qui octroient des microcrédits aux villageois et leur offrent un appui dans la gestion, la planification ou le développement de leurs projets (« Sarvodaya Economic Enterprise Developpement »).

Vous parlez d'une vie simple, qu'entendez-vous par là ?

Les problèmes globaux auxquels nous sommes confrontés, ne peuvent être résolus sans changer la conscience qui a créé ces problèmes à l'origine. Pour les résoudre, une approche holistique est nécessaire. La vie humaine n'est pas faite seulement pour satisfaire les désirs de nos six sens. Les plaisirs qui en résultent sont limités et peu durables. Il s'agit donc de rejeter le plaisir extrême, tout comme la souffrance extrême. La voie du milieu signifie vivre en respectant toute forme de vie, humaine, animale ou végétale. Cela signifie aussi ne pas imiter le style de vie occidental, basé sur l'emprunt et la consommation. — Chantal Peyer

www.sarvodaya.org

Vue du Sud 7



Ximena González est avocate spécialisée dans le droit de l'environnement. Elle milite au sein de Tierra Digna, un partenaire colombien d'Action de Carême.

La transition doit aussi s'attaquer aux causes de la violence

« Les idées qui

changent le monde

proviennent rarement

des gouvernants. »

Ximena González

Je me livre à ces réflexions en Colombie, un pays connu de l'opinion publique internationale pour avoir été le théâtre du plus long conflit armé de l'hémisphère occidental. Huit millions de personnes ont subi des crimes atroces. Ce qui est moins connu, c'est que les spoliations, l'appropriation violente des terres et des ressources naturelles ainsi que l'existence d'un système politique favorisant l'exclusion comptent parmi les principales causes de ce conflit.

La Colombie présente une immense richesse naturelle et culturelle, regorge d'eau et comprend des écosystèmes vitaux

pour atténuer les conséquences du changement climatique.

Pendant de longues années, les gouvernements ont cherché à « surmonter » la crise politique et sociale en adoptant des approches descendantes fondées sur le militarisme et l'activité

minière. Ils ont ainsi privilégié la lutte militaire contre les guérillas, gonflé les effectifs des forces armées et favorisé les multinationales qui investissaient dans le secteur minier et énergétique, au détriment des droits humains.

Depuis quatre ans, le gouvernement écoute les doléances des organisations de victimes afin de négocier avec les FARC un accord de paix comportant des pistes de solution différenciées en fonction du sexe, des ethnies et des territoires. L'accord a bel et bien été signé le 26 septembre, mais sa mise en œuvre reste semée d'embûches. Si le dialogue de paix a été précieux, ce n'est pas seulement parce qu'il a mis face à face des

adversaires historiques, mais aussi parce qu'il a enterré une façon de gouverner fondée sur la contrainte et l'exclusion. L'accord renferme des propositions et des revendications que divers milieux formulent depuis de nombreuses années.

Toutefois, la transition vers une société plus équitable ne doit pas viser uniquement la formulation collective de scénarios et de calendriers pour mettre fin à la violence, mais elle doit aussi s'attaquer aux causes. Il n'y aura pas de changement social tant que l'accès à la terre ne sera pas démocratisé, la richesse redistri-

buée et les secteurs traditionnellement marginalisés associés à la vie politique. L'extermination de communautés, la pollution et les maladies tolérées au nom du progrès doivent appartenir au passé. Les idées qui changent le monde proviennent rarement des gouvernants, mais plutôt des communautés et des

groupes qui souffrent des injustices et aspirent à transformer les structures inéquitables.

Les problèmes politiques, économiques et culturels de notre pays illustrent la difficulté que connaît l'humanité pour créer des sociétés intégratrices. Des sociétés attachées à la pluralité et à l'idée d'une coexistence pacifique des individus, des communautés, des nations et des êtres vivants. Des sociétés qui tournent le dos à la domination, à l'ambition, à l'exclusion, à la violence et à l'arrogance, les modes de comportement les plus visibles de notre civilisation.

EN CHIFFRES

52

La guerre en Colombie a commencé en 1964. D'une durée de 52 ans, c'est la plus longue au monde.

200 000

La violence en Colombie a fait 200 000 morts jusqu'à présent.

3 Mio.

3 millions de personnes ont perdu leur logement à cause de la guerre. Les estimations vont jusqu'à 6 millions de personnes déplacées.

Photo : zVq

Actuel

INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Coup d'envoi du débat politique



« La qualité suisse doit comprendre la protection des droits humains et de l'environnement » : voilà le message délivré le 10 octobre à Berne.

L'initiative pour des multinationales responsables a franchi le premier grand cap : le 10 octobre 2016, les 80 organisations membres du comité de soutien ont remis à la Chancellerie fédérale 120 000 signatures valables. Sur ce total, 30 000 ont été récoltées par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. L'initiative demande que les multinationales ayant leur siège en Suisse soient tenues de respecter les droits humains et l'environnement aussi à l'étranger. « A l'international, la tendance est incontestablement

au renforcement de la responsabilité des entreprises et l'initiative s'inscrit dans cette tendance », a expliqué Dick Marty, coprésident du comité d'initiative, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion du dépôt. L'initiative est une chance pour la place économique suisse, a estimé pour sa part Samuel Schweizer, membre de la direction de l'entreprise métallurgique Ernst Schweizer AG. « Si toutes les entreprises honorent les mêmes obligations de base, il sera bien plus simple de respecter les droits humains et l'environnement. « Made in Switzerland > serait alors non seulement une marque de qualité, mais aussi un label de responsabilité

Le dépôt de l'initiative lance le débat politique. Le Conseil fédéral dispose maintenant d'un an pour rédiger son message concernant l'initiative ou formuler un contre-projet. Le dossier passera ensuite au Parlement, de sorte qu'il faudra encore attendre deux ans et demi avant que l'objet soit soumis au peuple. Un temps que la coalition mettra à profit pour promouvoir l'initiative.

— Pascale Schnyder

ALLIANCE CLIMATIQUE

Des retraites sans risques

Les habitantes et habitants des pays en développement, qui ont le moins participé aux changements climatiques, en subiront le plus lourdement les conséquences. Le principe du pollueur-payeur est écorné. Derrière ces dégâts à l'environnement se cachent notamment les caisses de pension suisses, qui investissent dans des entreprises extractrices d'énergies fossiles. Elles ne le font pas avec leur propre argent, mais avec celui de votre retraite. Si vous ne voulez plus que votre épargne soit utilisée ainsi, allez sur www.retraitessansrisques.ch et demandez à votre caisse de pension de changer de pratique.

CAMPAGNE « STOP BENZENE »

Swisscom prend des mesures, Salt la fuite!

Pain pour le prochain et Action de Carême ont questionné Swisscom, Sunrise, Salt et Mobilezone (les quatre plus grands revendeurs suisses de téléphonie mobile) sur leur responsabilité face au benzène. Ce produit cancérigène, utilisé dans la chaîne de production des smartphones, a intoxiqué environ 300000 personnes au niveau mondial et pro-

voque chaque année des milliers de décès. Sous la pression de nos revendications et des milliers de signatures de notre pétition, Swisscom a publiquement déclaré « ... être prête à agir au sein d'initiatives de la branche [...] afin que le benzène ne puisse plus être utilisé dans le processus de fabrication des appareils électroniques... ». Quelques jours

après, Sunrise emboîtait le pas en annonçant être disposé à communiquer et vouloir intégrer dans son rapport d'audit la question du benzène. « Salt n'est pas concerné par le processus de fabrication » reste la seule déclaration que nous ayons pu obtenir de l'opérateur. « Lorsque l'on sait qu'un substitut au benzène existe et coûterait moins d'un franc par appareil, la réaction de Salt est encore plus irresponsable » s'insurge Daniela Renaud, responsable de l'enquête.

— Daniel Tillmanns

Plus d'informations sur : www.stop-benzene.ch

Dans les régions



En Indonésie, des hectares de collines sont déboisés pour laisser place à des plantations de palmier à huile.

SEANCES D'INFORMATION

Une campagne dans les « starting blocs »

La terre source de vie, pas de profit! Voilà le message de la prochaine campagne œcuménique, qui dénoncera les effets de l'accaparement des terres. Elle se déroulera du 1er mars au 16 avril 2017. Dans de nombreux pays du Sud, des investisseurs étrangers s'approprient d'immenses surfaces de terre pour y cultiver des produits d'exportation. Des familles paysannes sont expropriées et ne peuvent plus cultiver leur nourriture de manière autonome. Derrière ces monocultures se cachent des investissements de banques suisses. Pour que les populations des régions touchées puissent continuer à vivre dignement, il faut à la fois un engagement des organisations partenaires locales, mais aussi un changement de comportement des grandes banques au niveau de leurs investissements. Durant la campagne, Action de Carême et Pain pour le prochain interpelleront des institutions financières suisses et révéleront comment leurs investissements dérobent les terres des familles paysannes. Un dossier complet sur le sujet paraîtra dans notre magazine Perspectives de mars 2017.

Témoignage de Madagascar

Mamy Rakotondrainibe, responsable du Collectif pour la défense

des terres malgaches, sera en Suisse romande du 22 mars au 2 avril 2017 pour témoigner de son engagement. Ce collectif, partenaire d'Action de Carême, contribue à informer et renforcer la société civile malgache contre les accaparements de terre. Les dates et lieux des interventions seront disponibles dès février sur voir-et-agir.ch/hote

« Cultivez la vie »

C'est le nom de l'action qui sera proposée aux paroisses souhaitant se mobiliser face à l'accaparement des terres. Elles seront invitées à semer des plantes dans une palette au début de la campagne. En fin de carême, les palettes de toutes les paroisses de Suisse formeront une grande parcelle, symbole de la solidarité envers celles et ceux qui ont perdu leur terre nourricière. Les palettes pourront être commandées et livrées « clé en main ». Plus d'informations sur voir-et-agir.ch/agir

Se préparer à la campagne

Afin de se familiariser avec le thème de la campagne, Action de Carême et Pain pour le prochain organisent des séances d'information dans toutes les régions de Suisse romande (voir agenda cicontre). Ouvertes à toutes celles et tous ceux qui souhaitent relayer la thématique et le message de la campagne dans leur région, elles permettent d'en comprendre les enjeux et donnent des idées d'action et d'animation.

- Florence Frossard

CAMPAGNE OECUMENIQUE

Agenda des séances d'information

Genève

21.01.2017, 14h00 - 16h30 Unions Chrétiennes de Genève Forum Max Perrot, Av. de Sainte Clotilde 9, Genève

Neuchâtel

28.01.2017, 9h00 - 14h00 Paroisse catholique Rue Ernest-Roulet 8, Peseux

Jura

02.02.2017, 19h00 - 21h00 Foyer réformé Rue du Clos 3, Moutier

Vaud

04.02.2017, 8h45 - 14h15 Paroisse du Sacré-Cœur Chemin de Beau-Rivage 3, Lausanne

Fribourg

08.02.2017, 19h30 - 21h30 Maison d'accueil Africanum, Salle Africa, Rte de la Vignettaz 57, Fribourg

Valais

10.02.2017, 18h30 - 21h30 Notre-Dame du Silence Ch. Sitterie 2, Sion



Vivons-nous de manière durable ?

Testez vos connaissances sur les habitudes de consommation en Suisse.

Les aliments biologiques sont écologiquement plus durables que ceux qui sont produits de manière conventionnelle. Quelle est la part de « bio » vendue en Suisse ?

A. 5.3 % **B.** 7.1 % **C.** 15.6 %

Quelle quantité de déchets génère chaque année une personne vivant en Suisse?

- **A.** 314 kg (36 pays génèrent plus de déchets)
- **B.** 520 kg (20 pays génèrent plus de déchets)
- **C.** 712 kg (2 pays génèrent plus de déchets)

3.Dans les années 1980
en Suisse, la consommation
moyenne de viande était
de 64 kg par personne par
année. Depuis, elle a :

- **A.** augmenté de 10 % (70.4 kg)
- **B.** diminué de 16 % (53.6 kg)
- **C.** diminué de 33 % (40.2 kg)

En Suisse, 60 % du pétrole est utilisé pour les transports. Quelle est la part d'utilisation des différents moyens de transport par la population ?

- **A.** Voiture 41 %, transports publics 39 %, marche/vélo 16 %, autres 4 %
- **B.** Voiture 52 %, transports publics 32 %, marche/vélo 12 %, autres 4%
- **C.** Voiture 66 %, transports publics 23 %, marche/vélo 8 %, autres 3%

Une grande partie de l'énergie est utilisée pour les bâtiments (construction et fonctionnement). Quelle part de la consommation totale cela représente-t-il ?

A. 30 %

B. 50 %

C. 60 %

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Nous devons créer le monde que nous voulons »

Destruction de l'environnement, attrait du profit, injustice : quiconque observe le monde est tenté de penser que sa fin est proche. Ou alors de réagir et de formuler des solutions. « C'est exactement ce que nous voulons faire », explique Mark Haltmeier, ingénieur et propriétaire d'une société informatique. Nous, ce sont des personnes de la région de Neuchâtel, qui préfèrent se laisser guider par l'espoir plutôt que par le désarroi. En 2004, elles ont ainsi créé le Réseau solidarité afin de concilier dans leur vie la spiritualité, la protection de l'environnement et l'engagement social, et d'encourager d'autres personnes à se joindre à elles. C'est ainsi que le réseau a organisé des méditations, des journées d'information, des concerts et des services religieux.

« Malgré tout, il nous manquait un lieu où toutes ces activités pourraient converger », précise Mark. Il leur a fallu attendre 2014 pour trouver, au cœur de St-Blaise, une vieille maison dans un bel endroit au bord du Ruau. Inspiré par les « villes en transition » anglaises, l'Atelier du Ruau est depuis lors un lieu de rencontres, d'expériences et de développement personnel et spirituel. « Depuis que nous sommes présents ici, des interactions sociales, qui débouchent sur des nouveautés, ne cessent de se succéder », constate Mark. Ainsi, le jardin, cédé au Réseau par une voisine qui ne pouvait plus s'en occuper pour des raisons d'âge, est désormais cultivé avec amour selon les principes de la permaculture. Les membres du Réseau transforment une partie de la récolte pour en faire du vi-



Mark Haltmeier a préféré laisser place aux actes plutôt qu'au désarroi.

naigre et des mélanges d'infusion et d'herbes aromatiques, tandis qu'une autre partie est déposée dans un panier où les passants peuvent se servir.

« En redonnant vie aux communautés, de nombreuses personnes se découvrent des vertus insoupçonnées, commencent à s'entraider et sont davantage enclines à changer quelque chose », conclut Mark. Il en est la preuve vivante : dans la zone résidentielle où il habite, il a mis en culture des jardins potagers sur des terrains vagues afin de rapprocher les gens. Et il projette actuellement un habitat groupé dans lequel jeunes et aînés cohabiteraient de manière solidaire et écologique. « Nous ne devons pas détruire ce que nous ne voulons plus, mais créer ce que nous voulons. » — Pascale Schnyder

www.atelierduruau.org www.ecodev.ch